

STATUTS D'AUTONOMIE ET GUERRE CIVILE EN PAYS BASQUE

Le 2 août 1931, plus de 74 % du corps électoral catalan (99 % de oui parmi les votants) plébiscitait le statut d'autonomie catalan. Un an après, le 9 septembre 1932, les Cortès espagnoles l'approuvaient à leur tour (par 314 voix contre 24), rendant ainsi effective son application (le 14 septembre). Pendant ce temps, que faisaient les Basques ? Ils se chamaillaient... Après bien des péripéties, qui se solderont entre autres par l'abandon du processus d'autonomie par la Navarre, ils ne se prononceront définitivement pour un statut d'autonomie que le 5 novembre 1933. Il faudra cependant attendre encore près de trois ans pour que les Cortès espagnoles se décident enfin à l'entériner le 1^{er} octobre 1936, soit en pleine Guerre Civile.

Celle-ci mit rapidement fin aux espoirs autonomistes. En effet, neuf mois plus tard, l'ensemble du territoire basque était sous la botte franquiste... Il va sans dire que cette guerre meurtrit profondément le Pays basque. Le seul nom de Guernica suffit à en rappeler la cruauté. Son histoire dépasserait de loin les limites du présent travail¹. Aussi, seuls ses faits les plus marquants et ses principales conséquences seront ici signalés.

[135]

I- LES STATUTS D'AUTONOMIE (1930-1936)

1- Le statut d'Estella (1931), ou l'union autonomiste et catholique face à un État centraliste et laïc

Nous avons vu comment, sitôt la chute de Primo de Rivera, la totalité des forces nationalistes basques (exceptée la petite minorité de l'ANV) s'était regroupée autour d'une stratégie autonomiste en une même organisation politique, le PNV. L'avènement

¹ Nous renvoyons pour cela à G. L. Steer, *El arbol de Guernica*, Madrid, 1978, Ed. Felmar ; Hugh Thomas, *La guerra civil española*, Paris, 1967, Ed. Ruedo Ibérico ; Jose Antonio de Aguirre, *De Guernica a Nueva York, pasando por Berlin*, in *Obras Completas, op. cit.* ; Maximiano Garcia Venero, *Historia del nacionalismo vasco*, Madrid, 1968, Ed. Nacional ; ainsi qu'à A. de Lizarra, *Los vascos y la Republica española. Contribucion a la historia de la Guerra Civil*, Buenos Aires, 1944, Ed. Ekin ; Ortzi, *Historia de Euskadi, op. cit.* ; et au recueil de témoignages *La guerra en Euskadi* de Juan Maria et Juan Carlos Jimenez de Aberasturi, Barcelona, 1978, Ed. Plaza James.

de la II^e République espagnole, en offrant aux régions la possibilité d'obtenir un statut d'autonomie, allait bientôt définitivement canaliser la revendication nationaliste en une politique de pression statutaire visant à obtenir de Madrid un maximum de pouvoir².

Le statut d'Estella (Navarre) fut le résultat de la première grande offensive statutaire des nationalistes basques. Le 14 avril 1931, deux jours seulement après les élections qui sonnèrent le glas de la monarchie³, et le jour même de la proclamation de la II^e République, Jose Antonio Aguirre, leader nationaliste et futur président du gouvernement basque, convoquait, pour le 17 du même mois, l'ensemble des maires basques à Guernica en vue d'y proclamer (à l'instar des Catalans à Barcelone) une République basque au sein d'une République fédérale espagnole. L'armée empêcha par la force cette réunion. Mais le mouvement était lancé. Il se fortifia durant tout le printemps 1931 et, début mai, se sent suffisamment solide pour charger la Société d'Etudes Basques de rédiger le texte d'un statut d'autonomie en vue de le soumettre à Madrid. Le 31 du même mois, soit en un temps record, celle-ci rend public son projet. Ce dernier équivaut de fait à ériger les trois provinces basques et la Navarre [136] en un État quasi indépendant : seuls, la politique étrangère, la monnaie, les postes et télécommunications, les douanes, le droit commercial et pénal, la propriété industrielle et intellectuelle et le choix du mode de représentation du Pays Basque aux Cortès espagnoles continuaient de relever du pouvoir de l'État central⁴.

D'entrée, républicains et socialistes refusent de se joindre à ce mouvement. Pour eux, celui-ci ne constitue qu'une « réponse réactionnaire, cléricale et séparatiste » aux « propositions progressistes » de la II^e République. Malgré quelques gestes d'ouverture dans leur direction, les nationalistes renoncent bien vite à chercher un appui parmi eux.

² Le 17 août 1930, l'ensemble des forces antimonarchiques s'étaient réunies à Saint Sébastien pour signer un pacte scellant leur unité stratégique en vue de renverser la monarchie et de définir les principales orientations de la politique du futur gouvernement provisoire. Parmi ces dernières figurait, bien que les nationalistes basques fussent absents de cette réunion, le droit à l'autonomie des trois régions historiques, la Catalogne, le Pays Basque et la Galice.

³ En Pays Basque, ces élections furent celles du triomphe des nationalistes et des carlistes qui obtinrent 1328 conseillers contre 562 pour les républicains, 457 pour les monarchistes, 156 pour les socialistes et 12 pour les communistes. Il faut toutefois noter, qu'excepté en Navarre, les républicains et les socialistes gagnèrent toutes les mairies des villes basques de plus de 6000 habitants.

⁴ On peut lire l'intégralité du texte de ce statut dans Manu Escudero et Javier Villanueva, *La autonomia des Pais Vasco desde el pasado al futuro*, San Sebastian, 1976, Ed. Txertoa, p. 190 et s.

De fait, on voit mal comment un réel dialogue aurait pu s'instaurer entre des forces qui, on l'a vu, maintenaient des relations aussi tendues.

Se détournant des républicains et des socialistes, les nationalistes cherchent immédiatement à s'attirer la sympathie des carlistes. En effet, ces derniers représentent alors certainement, avec leur catholicisme exacerbé et leurs velléités fuéristes, la force politique la plus proche du PNV et donc la plus susceptible d'en appuyer les revendications. Les deux amendements au texte du statut, proposés le 7 juin par le PNV, contribueront à sceller l'alliance des deux forces : le 10 du même mois, les carlistes approuvent le statut⁵.

Les choses vont alors très vite : une réunion de l'ensemble des 528 maires des quatre provinces basques est convoquée pour le 14 juin à Estella (en Navarre). Les républicains, les socialistes, les communistes, et les nationalistes de l'ANV boycottent la réunion au cours de laquelle [137] 427 des 480 maires présents ratifient le statut⁶. Quelques jours plus tard, nationalistes et carlistes forment une coalition en vue de se présenter unis aux élections à l'Assemblée Constituante espagnole qui doivent avoir lieu le 28 juin. La propagande électorale de la coalition s'organise du Statut d'autonomie et de la défense de la religion. Au lendemain des élections, son triomphe est total : sur les 24 députés du Pays Basque, 15 y appartiennent⁷. Ces députés forment un groupe parlementaire, la Minorité Parlementaire Basco-Navarraise. À l'inverse du Pays Basque, le reste de l'Espagne a très largement voté pour la gauche républicaine et laïque⁸ : on devine par avance le type de rapports qui allait prévaloir entre la Minorité Basco-Navarraise et la majorité de l'Assemblée constituante...

⁵ Le premier de ces amendements portait de 2 à 10 le nombre d'années de résidence en Pays Basque nécessaires pour obtenir la citoyenneté basque. Le second réservait les relations avec le Vatican comme matière exclusive de l'Etat basque. Ces deux amendements provoquèrent un tollé général parmi les républicains et les socialistes, et l'opposition déclarée du petit secteur des nationalistes laïcs regroupés au sein de l'ANV.

⁶ Ces 427 maires représentaient environ 70 % de la population basque. Après cette réunion, ce statut sera communément appelé Statut d'Estella.

⁷ Soit 8 nationalistes, 5 carlistes et 2 catholiques indépendants, contre 6 républicains et 3 socialistes.

⁸ Les socialistes obtinrent 116 sièges ; les radicaux, 90 ; les radicaux-socialistes, 56 ; Esquerra Republicana, 36 ; Accion Republicana, 26 ; la droite libérale républicaine, 22 ; l'ORGA, 15 ; Au Service de la République, 16 ; la Minorité Basco-Navarraise, 15 ; les Agraires, 26 ; la Lliga Regionalista, 3 ; les libéraux démocrates, 4 ; les monarchistes, 1 ; et enfin les Fédéraux et Divers d'extrême gauche, 14.

Le 22 septembre, 420 maires basques, accompagnés des 15 députés de la Minorité, remettent le texte du statut d'Estella au Président du Gouvernement provisoire, Niceto Alacala Zamora, dans l'espoir que les Cortès l'examinent dans les plus brefs délais. À peine trois jours plus tard, ceux-ci déclarent le statut anti-constitutionnel : ils viennent en effet de voter un amendement constitutionnel instituant les relations avec le Vatican comme domaine exclusif de l'État central. Les rapports entre la Minorité et le Gouvernement provisoire deviennent alors de plus en plus tendus. Les principaux points de divergence ont trait à la question religieuse et à la forme de l'État. Le 15 octobre, après avoir affirmé : « Nous avons atteint la limite de nos concessions. La Constitution qui va être approuvée ne peut être la nôtre »⁹, les 15 députés de la Minorité Basco-Navarraise quittent les Cortès. Moins de deux mois plus tard, le 9 décembre 1931, la nouvelle Constitution espagnole est promulguée. Son Article I définit l'Etat espagnol [138] comme un « État intégral », et son article 26 spécifie que « l'Etat, les régions, les provinces et les municipalités ne devront ni maintenir, ni favoriser, ni aider économiquement les Eglises, Associations et Institutions religieuses » : le statut d'Estella avait définitivement vécu.

2- Le statut plébiscité (1933), ou le choix de la légalité républicaine des nationalistes et l'opposition des Carlistes et de la Navarre

Plutôt que de s'enfermer dans une opposition intransigeante, et de voir ainsi sa politique autonomiste compromise pour plusieurs années (avec, comme conséquence interne, la menace d'une radicalisation incontrôlable de sa base : voir *Jagi Jagi*), la direction du PNV va opter, dès l'impasse d'octobre 1931, pour un rapprochement progressif avec le Gouvernement espagnol.

L'alliance des nationalistes avec les carlistes avait certes permis d'unir les trois provinces basques et la Navarre autour d'une même revendication nationale basque. Mais les débordements¹⁰ carlistes sur la question religieuse sont, les nationalistes le sentent bien désormais, inacceptables pour le Gouvernement. Par ailleurs, si cette

⁹ Rapporté par Manuel Tuñon de Lara, *La España del siglo XX*, Barcelona, 1981 (1^o édition. 1966), Ed. Laia, tome II, p. 325.

¹⁰ En janvier 1932, des heurts très violents opposent des intégristes carlistes à des socialistes. Ces heurts se soldent par trois morts à Bilbao et, deux mois plus tard, deux autres morts à Pampelune.

alliance s'était révélée forte, et parfois enthousiaste, durant la montée de la revendication statutaire (printemps et été 1931), les failles, provoquées par le choc d'octobre avec le Gouvernement, s'agrandirent rapidement pour laisser apparaître les divergences idéologiques ayant toujours existé entre le nationalisme basque et le carlisme. Juan Pablo Fusi¹¹ nous rappelle quelques-unes d'entre elles : « Pour les carlistes, la réintégration des *Fueros* signifiait simplement la restauration des institutions basco-navarraises antérieures à 1839, comme fondement de l'unité du Royaume d'Espagne, tandis que pour les nationalistes, la réintégration forale supposait la restauration de la souveraineté basque. Dépouillé de la rhétorique fueriste, le carlisme n'était rien d'autre qu'un régionalisme traditionnel, la simple restauration (...) des *Fueros* des quatre provinces. Il n'envisageait absolument pas, et n'avait jamais envisagé, la création de l'État autonome basque qui constituait la principale aspiration du nationalisme ». Les priorités politiques étaient par ailleurs distinctes : « Le nationalisme voulait l'autonomie basque et était disposé à accepter [139] la légitimité de la République pour l'obtenir. Le carlisme, lui, n'accepta jamais la légalité républicaine, mais contribua au contraire de façon décisive, et ce dès le début, à la destruction de la nouvelle démocratie espagnole »¹².

Il convient d'ajouter à cela une remarque plus sociologique : contrairement aux deux provinces maritimes, et dans une moindre mesure à l'Alava, la Navarre n'avait pas connu de révolution industrielle. En 1930, près de 80 % de sa population active était encore employée dans l'agriculture. Encore enserrés dans les mailles de la société traditionnelle, n'ayant été déstabilisés ni par l'industrialisation ni par les conséquences de la seconde Guerre Carliste (la *ley paccionada* de 1841 étant respectée par Madrid), les Navarrais sont restés, dans leur immense majorité, de fervents partisans du carlisme.

La mort, en octobre 1931, du prétendant carliste Don Jaime de Borbon n'arrangera pas les choses. Le secteur le plus réactionnaire, le plus unioniste et le moins pro-basque, appuyé par les caciques navarrais et andalous, prend alors la direction du mouvement carliste. Le retour aux Cortès des députés nationalistes et leur vote en faveur d'Alcala Zamora comme président de la République rompirent définitivement, le 10 décembre 1931, la minorité Parlementaire Basco-Navarraise et, par voie de

¹¹ *El problema vasco en la II° Republica*, Madrid, 1979, Ed. Turner, pp. 88-89.

conséquence, l'alliance entre les nationalistes et les carlistes. On assistera dès lors à l'acceptation progressive, par les premiers, de la légalité républicaine, et au rapide rejet, par les seconds, de la politique autonomiste.

Soucieux de ne fermer aucune porte à l'autonomie¹³, conscients de l'impasse à laquelle mènerait un refus de collaboration avec la République, et de plus en plus sceptiques sur l'intérêt de s'allier avec les carlistes désormais totalement intégristes et anti-légalistes, les nationalistes acceptent, début décembre, de participer à une commission de rédaction d'un nouveau statut d'autonomie dans laquelle ils se retrouveront minoritaires¹⁴. Tandis que cette commission continue à se réunir, les assemblées [140] séparées des maires des quatre provinces, prévues par le décret du 8 décembre, ont lieu le 31 janvier 1932 : partout, y compris en Navarre, le principe d'un statut unique triomphe¹⁵.

À la fin mai 1932, la rédaction du statut est terminée. Comparé à celui d'Estella, le nouveau statut est évidemment plus modeste. Il n'est plus question d'État basque mais de « noyau politico-administratif autonome ». Son Article IV stipule que le pouvoir basco-navarrais devra s'exercer « en accord avec la constitution de la République », l'armée ne relève plus de lui et, bien sûr, les relations avec le Vatican demeurent matières exclusives de l'État central. L'étendue de l'autonomie est cependant très vaste, en particulier l'ensemble du régime économique (y compris la levée des impôts), l'ordre public, l'enseignement à tous les niveaux (y compris l'Université), la santé et l'assistance

¹² *Ibidem.*

¹³ Le Gouvernement venait, le 6 novembre, de reconnaître le droit aux quatre provinces basques de négocier un statut d'autonomie.

¹⁴ La constitution de cette commission (à laquelle les carlistes refusèrent de participer) relevait de décret du 8 décembre par lequel le gouvernement central spécifiait les conditions à remplir pour l'obtention du statut d'autonomie basque :

- 1) Constitution d'une commission de rédaction du statut composée par l'ensemble des forces politiques basques.
- 2) Assemblées séparées des maires des quatre provinces pour décider si le statut sera unique ou non.
- 3) Dans le cas d'un accord sur un statut unique, réunion de l'ensemble des maires basco-navarrais pour voter le statut.
- 4) Référendum populaire en Pays Basque.
- 5) Approbation par les Cortès espagnoles.

¹⁵ 423 des 549 maires basco-navarrais, représentant environ 90 % de la population, votèrent en faveur du statut unique. C'est en Navarre que le résultat fut le moindre : seulement 160 des 229 maires navarrais, soit environ 65 %, de la population se prononcèrent pour.

sociale, les institutions de droit privé, le patrimoine public, etc., dépendent exclusivement du pouvoir basque.

Une réunion de l'ensemble des maires des quatre provinces est aussitôt convoquée pour le 19 juin à Pampelune afin de se prononcer sur le statut. Hormis quelques républicains navarraïns et les carlistes, qui condamnent ce statut « laïc et athée », l'ensemble des forces politiques basques appuie le projet.

Il convient de s'interroger sur le soutien des socialistes jusqu'alors si distants de la revendication nationale et si enclins à la condamner. Il faut certainement y voir la prise de conscience qu'un gouvernement démocratique ne pouvait de toute façon plus faire l'économie d'une autonomie basque. Les nationalistes venaient en effet de remporter les dernières élections et leurs mobilisations étaient chaque fois plus nombreuses [141] et plus vastes. Il était désormais impossible de continuer à les traiter de « quatre fous » et de « xénophobes barbares ». Le PSOE, sous la direction de son leader local Indalecio Prieto, va rapidement changer d'attitude et adopter une politique de « désamorçage de la revendication nationale par l'autonomie ». L'axe de cette politique est de capitaliser politiquement la satisfaction que l'octroi d'une autonomie, par un gouvernement de gauche, pourrait provoquer. Gauche républicaine et obtention de l'autonomie doivent apparaître intimement liées. Le but évident de l'opération est de déposséder le PNV de ses principaux arguments, et donc de sa base électorale, tout en contrôlant à chaque instant le processus d'autonomie¹⁶. Le voyage d'Alcala Zamora en Pays Basque, orchestré courant septembre 1932 par Prieto (entre-temps devenu Ministre des Travaux Publics) sera l'illustration parfaite de cette politique : tandis que le gouvernement de gauche de la République est présenté comme le seul capable de comprendre, d'accepter et d'octroyer une autonomie au Pays Basque (l'exemple catalan étant constamment cité pour le prouver), le PSOE ne cesse de rappeler son « attachement et ses convictions éminemment autonomistes ». Les « effusions autonomistes » entre Prieto, leaders Basques et Catalans, à l'occasion de la signature, le 14 septembre à Saint-Sébastien, du statut d'autonomie catalan, marqueront certainement l'apogée de cette politique.

¹⁶ Il faut sans doute ajouter à cela la crainte du PSOE de laisser sur sa gauche le monopole de la défense autonome au PC qui vient de se prononcer pour l'autodétermination d'Euskadi.

Au cours de la réunion du 19 juin, la Navarre, dont la principale force politique demeure le carlisme, abandonne le processus d'autonomie. Les résultats du vote des 550 maires basco-navarrais sont les suivants¹⁷ :

	oui au statut		non au statut		abstention	
	n° maires	% habitants	n° maires	% habitants	n° maires	% habitants
Biscaye	110	94,2	1	0,2	6	5,6
Guipúzcoa	84	95,2	2	1,9	3	2,9
Alava	51	88,9	11	3,5	15	7,5
Navarre	109	38,7	123	53,0	35	8,3
Total	354	79,2	137	14,6	59	6,0

[142]

Les profondes divergences entre socialistes et nationalistes ne sont pas pour autant effacées. Bien au contraire, elles réapparaîtront de façon on ne peut plus aiguë durant le dernier trimestre 1932 et les deux premiers trimestres 1933 avec, comme conséquence immédiate la paralysie du processus d'autonomie. Le Gouvernement, peut-être dans l'espoir de « républicaniser » (comme l'écrit Juan Pablo Fusi¹⁸) les provinces basques avant de leur donner l'autonomie, va se lancer, dès le début du mois d'octobre 1932, dans une dangereuse politique de répression du mouvement nationaliste. Plusieurs dizaines de militants sont arrêtés et emprisonnés, des *batzokis* fermés, la presse nationaliste la plus radicale poursuivie, certaines mairies nationalistes sanctionnées pour avoir hissé le drapeau basque en solitaire, etc. Les socialistes ne font alors rien pour empêcher cette répression et, fin octobre, de très violents heurts les opposent aux nationalistes, faisant plusieurs victimes à Bermeo et San Salvador Del Valle (Biscaye). La décision du Gouvernement de dissoudre la Congrégation des jésuites (très implantée et respectée en Pays Basque où est né son fondateur), et celle du conseil municipal de Bilbao (à majorité républicaine et socialiste) de détruire un monument de la ville dédié au Sacré-Cœur, contribueront, si besoin était, à envenimer les choses. Les chocs verbaux, et souvent physiques entre « fanatiques religieux et

¹⁷ Les pourcentages ont été arrondis.

¹⁸ *El problema vasco...*, op. cit., p. 94.

xénophobes » et « athées déracinés » semblent renvoyer aux calendes grecques tout projet d'autonomie. Le 2 mai, la brutale dissolution d'une manifestation de femmes nationalistes suscite de nouvelles protestations et un appel à la grève générale de la part de la SOV. Quelques jours plus tard, on dénombre deux nouvelles victimes...

Les esprits vont heureusement se calmer au cours des mois de juin et juillet et, après maintes palabres, une réunion des maires des trois provinces ayant accepté le statut de 1932 est convoquée pour le 6 août à Vitoria. Le texte du statut, qui est exactement le même hormis la suppression du mot Navarre, y est définitivement approuvé : 239 voix pour, 28 contre, et 15 abstentions. La date du 5 novembre est alors fixée pour le référendum populaire prévu par le décret du 8 novembre 1931. Tandis que le PNV, l'ANV et les républicains appellent à voter pour, [143] le PSOE laisse libre choix à ses militants et sympathisants. *Les partisans du statut d'autonomie l'emportent de manière éclatante : 96,58 % des suffrages exprimés, soit 84,05 % du corps électoral basque (12,73 % d'abstention) se prononce pour l'autonomie.*

3- Le statut de 1936 ou l'autonomie de la dernière heure

Un mois plus tard, le 19 novembre 1933, de nouvelles élections législatives sont convoquées¹⁹. Partout la droite triomphe : les nouvelles Cortès sont désormais constituées de 217 députés de droite, 99 de gauche, et 156 du centre. En Pays Basque, le PNV réussit le meilleur score de son histoire en remportant 14 des 17 sièges à pourvoir dans les trois provinces ayant plébiscité le statut²⁰.

Si le nouveau gouvernement Lerroux se montra, en un tout premier temps, favorable au statut, il apparut bien vite que les Cortès, désormais dominées par une droite crispée sur la défense de l'unité nationale, n'étaient absolument pas disposées à se prononcer en faveur d'un statut décidé sous le précédent gouvernement. Le *bienio negro* espagnol fut aussi celui de l'autonomie basque. Pendant deux ans, les divergences entre

¹⁹ Durant tout l'été 1933, le pays fut secoué par de fortes mobilisations et de très nombreuses manifestations de mécontentement (habilement récupérées par la droite) en raison des effets désastreux suscités par les retombées de la crise mondiale en Espagne. Alcalá n'eut d'autre solution que de dissoudre l'Assemblée. L'agitation générale, en cet été 33, ne fut certainement pas étrangère à l'arrêt de la répression en Pays Basque et au redémarrage du processus d'autonomie : le gouvernement sentit bien qu'il n'avait guère intérêt à continuer de s'aliéner aussi les Basques.

²⁰ En Navarre, ses résultats sont beaucoup plus modestes : à peine 9 % des voix face aux quelques 70 % du bloc des droites dont l'immense majorité est carliste.

la majorité des Cortès et les parlementaires du PNV seront, la plupart du temps, quasi-totales. Ces derniers abandonneront du reste le Parlement le 12 juin 1934. Durant l'été et l'automne 1934, de véritables révoltes, secondées par le boycott de l'ensemble des mairies basques, ont lieu face au désir du Gouvernement de réformer les *conciertos economicos*. Environ 300 personnes sont alors emprisonnées, dont 47 maires nationalistes et 53 conseillers municipaux, la presse nationaliste est interdite, réduite au silence ou condamnée à payer des amendes, etc. [144]

Toutefois, ne désespérant pas que ces Cortès puissent voter le statut, les parlementaires nationalistes les réintègrent le 5 novembre, donnant de surcroît comme preuve de bonne volonté leur vote de confiance au gouvernement Lerroux. Ce geste contribuera certes à relancer les travaux de la commission chargée d'examiner le texte du statut. Mais les choses traîneront en longueur, et le Parlement sera dissous avant que ce texte n'y soit débattu. De nouvelles élections législatives sont convoquées pour le 16 février 1936.

Obnubilée par le danger séparatiste, la droite n'aura su, ni discerner la volonté légaliste (avec, à la clef la reconnaissance implicite de l'unité de l'État espagnol) du PNV, ni apprécier son caractère religieux et sa propension à l'ordre et à la stabilité qui en faisait un parti plus que modéré. Au lieu de chercher un terrain d'entente avec lui afin (pourquoi pas ?) d'en faire un relais de sa politique en Pays Basque, elle va le pousser dans l'opposition avec des déclarations souvent virulentes et des actes inconsidérés (tentative de suppression des *Conciertos económicos* et du Statut catalan). À la fin du *bienio negro*, les nationalistes n'ont dorénavant plus aucune raison d'espérer quoi que ce soit de plus de la droite que de la gauche espagnole.

Ceci explique sans doute le fait que la victoire du Front Populaire ne provoque aucun mécontentement parmi les nationalistes²¹, désormais disposés à « bénir la main, quelle qu'en soit la couleur, par laquelle arrivera le statut »²². Cette attitude de sympathie désabusée d'un côté et, de l'autre, l'inclusion du vote du Statut dans les points

²¹ Celui-ci triomphe partout en Espagne. Les nouveaux Cortès sont composés de 257 députés de gauche, 57 du centre, et 139 de droite. En Pays Basque, le Front Populaire, le bloc des droites, et le PNV obtiennent environ 1/3 des voix chacun, tandis qu'en Navarre, les carlistes continuent à monopoliser l'échiquier politique (70 %).

²² Manuel de Irujo, député nationaliste, 26/12/1935 (rapporté par lui-même in *La guerra civil en Euskadi antes del estatuto*, Madrid, 1978, Ed. E.D.).

programme du Front Populaire, ne doit cependant pas conduire à penser que nationalistes et socialistes se jettent alors dans les bras les uns des autres. Une grande méfiance, née du passé, règne au contraire entre eux, chacun campant sur ses positions, décidé à ne lâcher que le minimum nécessaire pour éviter de nouveaux affrontements et un divorce fatal. [145]

Le 16 avril 1936, une nouvelle commission d'examen du statut, présidée par Prieto et comprenant plusieurs nationalistes, dont Aguirre, est constituée. Le 29, elle commence ses travaux « dans l'espoir d'en finir le plus tôt possible ». Le 18 juillet, le soulèvement militaire la surprend en pleine délibération. Après quelques semaines d'interruption, les travaux reprennent à un rythme accéléré. Le Gouvernement n'a plus aucun intérêt à faire traîner les choses : l'appui et la résistance du Pays Basque sont vitaux pour la République. Fin septembre, le statut est prêt²³. Il est soumis aux Cortès. Le 6, ceux-ci l'approuvent définitivement : le Pays Basque, amputé de la moitié de son territoire et en pleine guerre civile est autonome.

II- LA GUERRE CIVILE ET SES CONSEQUENCES IMMEDIATES EN PAYS BASQUE (1936-1939)

1- La situation en Pays Basque le jour de la constitution de son premier gouvernement (7 octobre 1936)

En Navarre, le soulèvement contrôle tout de suite l'ensemble de la province. Après l'abandon de la voie statutaire et la mort de Don Jaime, le carlisme allait rapidement muer, sous la direction du comte de Rodezno, en un véritable mouvement de conspiration contre la République. Une organisation paramilitaire, les Requetes, était mise sur pied et armée par la Junte Suprême du mouvement installée à Saint-Jean-de-Luz²⁴. Celle-ci prépare ensuite minutieusement le soulèvement avec le Général Mola,

²³ Malgré plusieurs modifications, visant toutes à restreindre le pouvoir basque, ce statut demeure, pour l'essentiel, identique à celui de 1933. La principale nouveauté réside dans les dispositions transitoires dont la première prévoit que « tant que dureront les circonstances anormales induites par la Guerre Civile, le Pays Basque sera administré par un gouvernement provisoire avec toutes les prérogatives établies par le présent statut ». (voir l'intégralité du texte de ce statut dans Manu Escudero et Javier Villanueva, *La autonomia des Pais Vasco... op. cit.*, p. 235 et ss.).

²⁴ Plusieurs dirigeants requetes avaient auparavant suivi des stages de formation militaire en Italie fasciste de Mussolini, qui avait par ailleurs avancé un million et demi de pesetas et promis de fournir

Commandant de la place de Pampelune et principal instigateur de la sédition. Dès l'aube du 18 juillet, *requettes* et militaires factieux contrôlent la capitale et, le lendemain, l'ensemble de la province. La répression [147] est immédiate et terrible (à tel point que l'évêque de Pampelune, fasciste convaincu, s'en émeut). Plus de 6000 personnes, dont une bonne partie de nationalistes, sont assassinées ou exécutées sans jugement au cours de l'été 1936.

En Alava, l'alliance du colonel Alonso Vega et de Jose Luis Oriol, leader de la droite locale, permet aux factieux de rapidement s'emparer de la quasi-totalité de la province. Plusieurs centaines de personnes réussissent cependant à se réfugier en Biscaye.

En Guipúzcoa, les militants de gauche, essentiellement ceux du PC et de la CNT, parviennent à isoler les militaires factieux dans leur caserne. Ceux-ci se rendent finalement le 28 juillet. Aussitôt après une Junte de Défense, composée des PSOE, PNV, PC, CNT, et ANV est constituée. C'est elle qui tente de coordonner l'effort des différents bataillons spontanément formés par les principaux partis politiques et syndicats. Et ici réside une des deux grandes faiblesses (la seconde étant le manque d'armement) de la défense militaire du camp républicain en Pays Basque : ni les hommes, ni la bonne volonté ne font défaut, mais, non seulement chacun s'organise de son côté sans réelle coordination avec ses alliés, mais, plus grave, soupçonne ces derniers de noirs desseins. Méfiance en particulier des socialistes envers les nationalistes²⁵ [147] et de ces derniers envers la CNT²⁶. Mais comment imaginer que ces

10 000 fusils, 10 000 bombes et 200 mitrailleuses au Mouvement.

²⁵ « Durant tout le temps que dura la campagne de Guipúzcoa, nous avons vécu dans la crainte perpétuelle de ce que les dirigeants du PNV passent du côté du Maure (camp franquiste). Heureusement, le Maure fut toujours pire que nous, les mauvais. » (Miguel de Amilibia, député PSOE en 1936, *La guerra... op. cit.* p. 39). Cette crainte était selon nous injustifiée. Certes ce n'est pas de gaîté de cœur que les nationalistes se retrouvent dans le même camp que les « brûleurs d'églises » : « ceux-ci sont très mauvais, mais ceux qui viennent en face (les franquistes) sont encore pires » (mot de Manuel de Irujo, député P.N.V en 1936 et futur ministre de la République, rapporté par Amilibia, *La guerra... op. cit.* p. 32). Les nationalistes n'avaient en effet guère le choix. Mais leur fidélité à la République ne fut pas pour autant uniquement déterminée par la conjoncture historique : ils avaient largement eu le temps de se rendre compte, au-delà de son anti-basquisme viscéral, du caractère totalitaire et anti-démocratique de l'extrême droite espagnole. Dès le lendemain du soulèvement, le Conseil suprême du PNV faisait savoir que « ses principes le conduisaient à se ranger résolument et sans équivoque parmi ceux qui défendent le civisme et la République, ceci en accord avec le régime démocratique et républicain qui fut le propre de notre peuple durant ses siècles de liberté » (note du 19/07/1936 de l'Euzkadi Buru Batzar (Conseil suprême) du PNV).

²⁶ Soucieux du maintien de l'ordre et de préserver son image de « parti responsable et catholique », le

frères ennemis d'hier puissent fraterniser du jour au lendemain ? Que les bataillons Karl Marx, Rusia, Bakounine des miliciens, et Arana Goiri ou Euskal Indar des nationalistes acceptent de se fondre spontanément en un même corps d'armée²⁷ ? L'unité ne pouvait venir que d'en face, et elle se fera effectivement. Au combat.

Celui-ci ne tarde pas : début août, le général Mola décide de lancer ses troupes sur Irun afin de couper le front nord de tout contact avec la France. Les premiers bombardements ont lieu. Irun tombe le 3 septembre. La Junte de Défense décide alors d'évacuer Saint-Sébastien, indéfendable, qui tombe 10 jours après. Le front se stabilise alors à environ 15 km à l'ouest de la ville.

En Biscaye, aucune tentative de soulèvement n'a lieu : l'armée demeure fidèle à la République, et la population est quasi unanimement de son côté. [148]

2- Le premier gouvernement autonome basque

Les dispositions transitoires du statut d'autonomie voté le 6 octobre par les Cortès espagnoles, prévoyaient « l'élection d'un Président du gouvernement provisoire basque par l'ensemble des conseillers municipaux pouvant librement voter malgré la situation actuelle ». Le lendemain même, soit le 7 octobre 1936, Jose Antonio de Aguirre, député et leader du PNV obtient l'équivalent de 291 571 voix contre moins de 100 pour son rival Ramon Madariaga. Aussitôt, un gouvernement d'unité nationale, largement dominé par le PNV, est constitué. En dehors de la Présidence et du Ministère de la Guerre (occupés par Aguirre), les Ministères de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances, de la Justice et de la Culture reviennent au PNV ; [148] ceux du Travail, de l'Industrie et des Affaires Sociales au PSOE ; celui des Travaux Publics au PC ; celui du Commerce et du Ravitaillement à Izquierda Republicana ; celui de la Santé à Union Republicana ; et enfin celui de l'Agriculture à l'ANV. Les anarchistes et les indépendantistes de Jagi Jagi ne sont pas représentés.

PNV ne supporte pas les débordements de la CNT. Après l'exécution sommaire de plusieurs prisonniers, le PNV parvient à faire désarmer un bataillon CNT.

²⁷ La dichotomie de ces termes trahit bien celle qui existait alors parmi les combattants : d'un côté les miliciens du Front Populaire (avec leurs rivalités internes, surtout celle qui est entre le PC et la CNT), et de l'autre les *gudaris* (combattants en basque). Ce n'est que plus tard, lorsque l'Armée basque sera

Coupé par la zone franquiste de la République, le Gouvernement basque va gérer de façon totalement indépendante le morceau de territoire qui lui reste. Son premier souci est de « respecter et de garantir les droits individuels et sociaux de tous les citoyens basques et, en conséquence, la libre pratique des confessions et associations religieuses, la sécurité de ses membres et de ses biens »²⁸. À cet égard, les moindres débordements visant, comme dans le reste de l'État espagnol, à occuper les usines, à collectiviser les entreprises, à persécuter le clergé ou à exécuter sans jugement les séditeux, sont immédiatement réprimés par la *Ertzaina*, la police autonome mise sur pied par le Ministre de l'Intérieur, Telesforo de Monzon, en remplacement des *guardias civiles* et *guardias de asalto* dissoutes.

Conformément à la « doctrine basque », le Gouvernement cherche ensuite à « développer une politique de franche avance sociale, à promouvoir l'accès des travailleurs au capital, aux bénéfices, et à la co-administration des entreprises »²⁹. L'approvisionnement et la répartition des vivres sont aussi une de ses principales préoccupations : la Biscaye et la partie du Guipúzcoa encore sous sa juridiction, provinces industrielles aux surfaces agricoles utiles extrêmement réduites, mais dont les densités de population sont les plus fortes de l'Etat, ne peuvent en aucun cas nourrir leurs populations, accrues par l'arrivée de près de 100 000 réfugiés. Un trafic maritime avec l'Angleterre, le Mexique et la France est alors organisé et parvient à parer au plus pressé. Enfin, la défense du territoire est bien sûr la priorité principale.

Théoriquement, l'ensemble des forces armées basques dépendent de l'Etat-Major de l'Armée du Nord (englobant les Asturies, la province de Santander et le Pays Basque). Pratiquement, elles sont totalement indépendantes et sous les ordres du Président Aguirre. [149] L'Armée basque (*Euskal gudarostea*) ne commence à se structurer que fin 1936. Le gouvernement ouvre des Académies d'Infanterie, d'Artillerie et de Génie Militaire, chargées de former des officiers capables d'encadrer les quelque 30 000 hommes de l'Armée basque répartis en 46 bataillons. Dans l'optimisme qui accompagne sa formation (le front étant stabilisé depuis la fin de l'été), une offensive, destinée à libérer l'Alava (et à desserrer l'étau franquiste menaçant Madrid), est

constituée que tous prendront le nom de *gudaris*.

²⁸ Fragments du discours d'investiture de José Antonio de Aguirre, le 7 octobre 1936.

²⁹ *Ibidem*.

organisée dès la fin du mois de novembre 1936. L'attaque se concentre sur Villareal, à 10 km au nord de Vitoria. Après quatre jours de bataille acharnée malgré une infériorité de feu dramatique, les Basques sont obligés de se replier le 5 décembre, laissant sur le terrain plus de 800 morts et emmenant quelque 4000 blessés. Dès lors, l'attitude de l'Armée basque sera exclusivement défensive.

3- La défaite et l'exil

Après son échec de fin 1936 devant Madrid, Franco avait besoin de frapper un grand coup. En février 1937, l'offensive sur le Pays Basque est décidée. Celui-ci représente un intérêt capital pour le camp franquiste, tant pour sa richesse industrielle que pour l'incidence diplomatique que sa chute ne manquerait pas de provoquer. Il était en effet difficile de traiter les Basques d'« assassins athées », de « comploteurs marxistes » ou d'« anarchistes sanguinaires ». Par leur catholicisme, leur modération, leur souci de l'ordre et leurs convictions démocratiques, ils suscitaient au contraire de la sympathie à l'étranger, surtout parmi les démocrates-chrétiens, et apportaient ainsi indirectement à la République un appui dont elle n'aurait pas bénéficié autrement. En faisant passer par la force le Pays Basque dans le camp de la « Croisade », Franco se donnait les moyens de couper définitivement la République de la communauté catholique internationale.

À la fin mars, des dizaines de milliers de tracts sont lâchés sur Bilbao : « J'ai décidé de terminer rapidement la guerre dans le nord. Tant la vie que les biens de ceux qui se rendront, s'ils ne sont pas coupables d'assassinats, seront respectés. Mais si la reddition n'est pas immédiate, je raserai la Biscaye jusqu'à n'en rien laisser, à commencer par ses industries de guerre. Je dispose des moyens pour le faire. Signé : Général Mola ». Quelques jours plus tard, le 31 mars 1937, le plus terrible bombardement jusqu'alors connu dans [150] l'histoire militaire du monde avait lieu : la petite ville de Durango était systématiquement bombardée, pendant plus d'une heure et demie. 248 personnes étaient tuées (dont 14 religieuses et 2 prêtres), et plusieurs centaines blessées. Il semble qu'une nouvelle « technique », visant à terroriser la population et à démoraliser les combattants, ait été expérimentée³⁰.

³⁰ Plus tard, Goering reconnaîtra qu'il s'était agi là d'un « banc d'essai ».

Privée d'aviation et d'armement lourd, l'Armée basque résiste cependant, souvent de façon héroïque (voir les descriptions de G. L. Steer, correspondant du *Times* en Pays Basque, *El arbol de Guernica, op. cit.*). Les quelques 10 000 Italiens des brigades Flèches noires et 23 de marzo, appuyés par plus de 150 avions allemands de la Légion Condor sont alors appelés à la rescousse. Devant l'opiniâtre résistance des basques, qui reprennent souvent la nuit des positions perdues pendant le jour, Franco n'hésite pas à demander aux Allemands de reproduire l'horreur du 31 mars. Le 26 avril, la ville sainte des Basques, Guernica, est rasée par la Légion Condor. On dénombre 1654 personnes tuées et 889 blessés. La stupeur provoquée par la nouvelle du bombardement se mue bientôt en messages de solidarité et de sympathie envers les Basques et la République. Mais les armes n'arrivent pas... Bilbao est soumis à un blocus maritime total, et la famine menace.

Progressivement, le front se resserre autour de la ville protégée par sa mythique « ceinture de fer »³¹. Bombardés et mitraillés à longueur de journée par les *Heinkel* et *Junker* allemands, privés de tout renfort, et se partageant avec parcimonie les dernières munitions, les *gudaris* tiennent encore jusqu'au début juin. Mais le 12, « la ceinture de fer » cède. Le tragique exode d'environ 150 000 personnes commence alors vers Santander³². Malgré les directives de la République, le Gouvernement basque se refuse à pratiquer la politique de la terre brûlée. Il protège au contraire jusqu'au dernier moment l'industrie biscayenne des tentatives de sabotage [151] de la part de certains militants de l'UGT et de la CNT. Le 19 juin, les franquistes occupent Bilbao. À bout de force, désormais coupée des forces républicaines des Asturies, et peu désireuse de se battre en dehors du Pays Basque, l'Armée basque se rend le 26 août aux Italiens.

Tandis que le Président Aguirre et une partie de son Gouvernement s'installent à Barcelone et tentent, grâce à leurs relations internationales, d'aider au maximum la République, le reste du Gouvernement basque s'efforce d'organiser au mieux l'exil de milliers de Basques. Bien qu'environ 10 000 femmes et enfants aient été évacués fin mai 1937 dans le nord et le centre de la France, que l'Angleterre ait accepté d'accueillir

³¹ Il s'agit en fait de fortifications construites durant le printemps 37 et dont « l'invulnérabilité » était surtout mise en avant par les franquistes (parfaitement au courant de ses déficiences) afin de faire de la prise de Bilbao une victoire militaire retentissante.

³² Une fois cette province tombée (fin août), la grande majorité de ces exilés rejoindra le Pays Basque.

4000 enfants basques et l'URSS 1200, la majorité des réfugiés basques se trouvent, fin 1937, en Pays Basque Français.

Dès 1936, le gouvernement avait ouvert un « Consulat d'Euskadi » à Bayonne. C'est à partir de là, et de sa « Délégation du Gouvernement basque » à Paris, qu'il coordonne ses divers services d'aide aux réfugiés basques. Un hôpital militaire de 800 lits est installé à Biarritz, un internat accueille 980 enfants à Saint-Jean-Pied-de-Port, et une résidence pour les veuves des *gudaris* et les femmes des grands blessés est installée à Anglet. Une publication *Eusko Deya* est envoyée deux fois par semaine à l'ensemble des exilés. Ces réalisations sont possibles grâce à l'appui de la hiérarchie ecclésiastique basque et à l'aide du Front Populaire français. Une « Ligue Internationale des Amis des Basques », présidée par le cardinal Verdier et le Président de la Chambre des députés Herriot (un des membres les plus actifs était François Mauriac) canalise l'aide internationale vers le Gouvernement basque.

L'occupation de la France en mai 1939 par les Allemands réduira tous ces efforts à néant. La Délégation à Paris et le « Consulat » à Bayonne sont fermés. Ceux qui réussissent à s'échapper fuient au Mexique, au Venezuela et en Argentine. Les autres sont enfermés dans un camp de concentration à Gurs (Pyrénées-Atlantiques). Le Président Aguirre prend la clandestinité. Après un long périple à travers l'Europe, il débarque au Brésil à la fin août 1941 et, quelques mois plus tard, reforme son gouvernement à New York. [152]

4- Conséquences de la guerre civile en Pays Basque

Les statistiques exactes des pertes humaines et matérielles occasionnées par la guerre ne seront jamais connues. Les observateurs étrangers et la majorité des historiens s'accordent cependant pour avancer les chiffres globaux de 20 000 à 30 000 morts et de 45 000 à 50 000 exilés pour une population d'environ 1 300 000 habitants³³. Les dommages matériels sont impressionnants et difficiles à évaluer. Il suffit de rappeler que le niveau de vie de 1936 en Pays Basque ne sera rattrapé qu'au début des années 50

³³ Nous sommes ici très loin des statistiques fournies par les nationalistes, par exemple celles d'Astilarra, *Historia documental de la guerra en Euskadi*, Mexico, 1941 (reprises par Manuelu Lipuzcoa, *La iglesia como problema en el Pais Vasco*, Buenos Aires, 1973, Ed. Ekin, pp 110-114), qui signalent 10 800 morts sur le champ de bataille, 15 200 morts dues aux bombardements, 21 780 exécutions et 150 000 exilés. Le recoupement des recensements de 1930 et de 1940 avec l'addition de la population des communes et

pour mesurer l'ampleur des dégâts. Plutôt que de tenter d'en dresser une liste, nous préférons attirer l'attention sur un autre type de conséquence : la profonde coupure historique que la guerre civile provoquera dans la continuité socio-politique basque.

D'abord et évidemment, coupure, comme pour tous les citoyens de l'État espagnol, avec la République, la démocratie, le régime parlementaire, les libertés civiques. Ensuite, coupure avec l'autonomie, l'auto-gouvernement, la promotion de la langue et de la culture basque. Mais aussi, et c'est sur ce point que nous voudrions insister, coupure avec les habitudes socio-politiques héritées du passé : en les bousculant aussi brutalement, la guerre allait sans le savoir engendrer les prémises d'une nouvelle époque.

Inédit en effet de voir socialistes et nationalistes, frères ennemis d'hier, lutter côte à côte. Inédit d'entendre les socialistes crier « vive le Pays Basque libre », et des nationalistes vanter certains aspects de « l'idéal socialiste ». Certes les divergences ne s'éclipsent pas pour autant et continueront à s'exprimer, les soupçons et les ressentiments restant toujours vivaces³⁴. Mais il est des moments où un vécu exceptionnel crée des liens plus forts que les idéologies. Ce sont ces moments-là que miliciens et *gudaris*, [153] d'abord séparés, vont ensuite partager dans la peur et la solidarité des tranchées sous les bombes, ou dans l'adversité de l'exil et de la répression.

La guerre civile, en suscitant l'expérience d'une même lutte, le partage d'une même souffrance, et l'élan d'une même solidarité, a indéniablement et très fortement, uni les Basques des deux provinces maritimes, et cela, quelles que soient leurs origines et leurs préférences politiques³⁵. C'est dans le quotidien de cette unité, puis dans la révolte contenue et la solidarité silencieuse face à la répression franquiste de l'après-guerre que naîtra et grandira une nouvelle génération, celle qui n'aura pas connu les querelles d'hier et portera l'espoir d'un futur différent. [154]

viles basques en 1935 nous permet d'avancer un chiffre global de 80 000 à 90 000 morts et exilés.

³⁴ Cf. supra, note 25.

³⁵ Le pourcentage de franquistes est infime dans ces deux provinces. Par contre la guerre signifiera la coupure non moins radicale entre la Navarre et les trois autres provinces basques.